

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL PCT

(article 36 et règle 70 du PCT)

REC'D 06 OCT 2000

WIPO PCT

097787.503

Référence du dossier du déposant ou du mandataire 340220/17512	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/IPEA/416)	
Demande internationale n° PCT/FR99/02214	Date du dépôt international (jour/mois/année) 17/09/1999	Date de priorité (jour/mois/année) 18/09/1998
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G07F7/10		
Déposant FRANCE TELECOM et al.		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.



2. Ce RAPPORT comprend 4 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

☒ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications et des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent 2 feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications relatives aux points suivants:

- I ☒ Base du rapport
- II ☐ Priorité
- III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☐ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 27/03/2000	Date d'achèvement du présent rapport 04.10.00
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international:  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx. 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé Beauce, G N° de téléphone +49 89 2399 2519 

**RAPPORT D'EXAMEN
PRELIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n° PCT/FR99/02214

I. Base du rapport

1. Ce rapport a été rédigé sur la base des éléments ci-après (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées, dans le présent rapport, comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport puisqu'elles ne contiennent pas de modifications.*) :

Description, pages:

2-11 version initiale

1,1a reçue(s) le 14/08/2000 avec la lettre du 09/08/2000

Revendications, N°:

1-9 version initiale

Dessins, feuilles:

1/2,2/2 version initiale

2. Les modifications ont entraîné l'annulation :

- ☐ de la description, pages :
☐ des revendications, n°s :
☐ des dessins, feuilles :

3. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

4. Observations complémentaires, le cas échéant :

**RAPPORT D'EXAMEN
PRELIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n° PCT/FR99/02214

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui : Revendications 1-9
	Non : Revendications
Activité inventive	Oui : Revendications 1-9
	Non : Revendications
Possibilité d'application industrielle	Oui : Revendications 1-9
	Non : Revendications

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V**Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

1. Il est fait référence au document suivant:
D1: EP-A-0 829 830 (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 18 mars 1998 (1998-03-18).
2. Le document D1 est considéré comme l'état de la technique le plus proche et décrit des porte-monnaies électroniques dans lesquels on met en oeuvre une procédure d'authentification du porteur de la carte lorsque le montant de la transaction ou le montant cumulé des transactions réalisées sont supérieures à des seuils donnés.
3. Toutefois, les porte-monnaies électroniques présentent des inconvénients. En particulier, ils n'assurent pas la même sécurité de transaction que des cartes bancaires.
4. La solution adoptée par la présente invention consiste à pouvoir réaliser avec une carte de crédit bancaire des transactions de petits montants, sans mettre en oeuvre la procédure d'authentification qui est classiquement et systématiquement mise en oeuvre avec une carte bancaire.

La solution proposée dans les revendications 1, 7 et 9 ne découle pas de façon évidente de l'enseignement transmis par les documents cités dans le rapport de recherche international en combinaison avec les connaissances de l'Homme du métier.

Par conséquent l'objet des revendications indépendantes 1, 7 et 9 satisfait aux conditions de l'article 33(3) PCT.

4. La condition d'application industrielle est également satisfaite (Article 33(4) PCT).
5. L'objet des revendications dépendantes 2 à 6 et 8 semble également satisfaire aux conditions de l'article 33 PCT.

PROCEDE DE GESTION D'UNE TRANSACTION ELECTRONIQUE
PAR CARTE A PUCE, TERMINAL ET CARTE A PUCE
METTANT EN ŒUVRE CE PROCEDE

5 La présente invention concerne les transactions électroniques réalisées au moyen d'une carte à puce.

Elle propose un procédé pour la gestion d'une telle transaction électronique, ainsi qu'un terminal et une carte à puce mettant en œuvre ce procédé.

10 Habituellement, lors d'une transaction avec une carte à puce, c'est le terminal de lecture dans lequel la carte à puce est engagée qui gère la procédure d'authentification de la carte et du porteur de celle-ci, ainsi que la procédure de validation de la transaction.

Notamment, le terminal de lecture demande
15 systématiquement au porteur de la carte de lui indiquer son code d'authentification. Et si le montant de la transaction dépasse un certain seuil, le terminal de lecture peut décider d'interroger un centre d'autorisation extérieur.

Toutefois, on souhaite désormais pouvoir réaliser des transactions
20 électroniques très rapides, susceptibles d'intervenir dans des temps très courts - par exemple inférieurs à 100ms - pour lesquels l'authentification du porteur n'est pas réalisable.

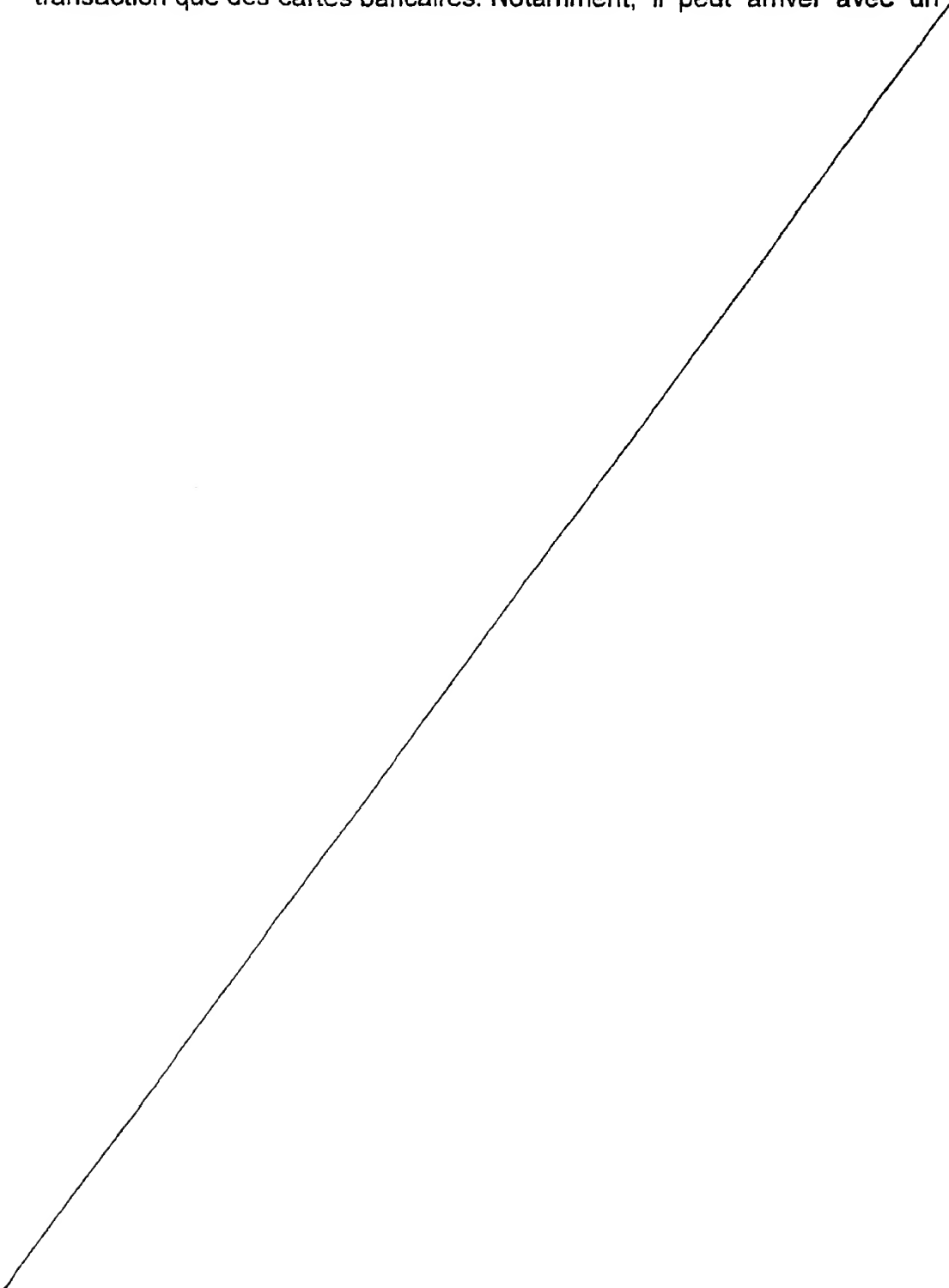
A ce jour, ce sont les systèmes appelés "porte-monnaies
25 électroniques" qui permettent de réaliser des transactions électroniques rapides.

Un porte-monnaie électronique est un dispositif qui comporte une mémoire dans laquelle est stockée une valeur correspondant à une somme monétaire qui est décrémentée au fur et à mesure des transactions faites au moyen dudit porte-monnaie.

30 On connaît déjà par EP 829 830 des porte-monnaies électroniques dans lesquels on met en œuvre une procédure d'authentification du porteur de la carte lorsque le montant de la transaction ou le montant cumulé des transactions réalisées sont supérieures à des seuils donnés.

ibis

Toutefois, les porte-monnaies électroniques présentent des inconvénients. En particulier, ils n'assurent pas la même sécurité de transaction que des cartes bancaires. Notamment, il peut arriver avec un



Translation

PATENT COOPERATION TREATY

PCT

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

(PCT Article 36 and Rule 70)

09787.503

Applicant's or agent's file reference 340220/17512	FOR FURTHER ACTION See Notification of Transmittal of International Preliminary Examination Report (Form PCT/IPEA/416)	
International application No. PCT/FR99/02214	International filing date (day/month/year) 17 September 1999 (17.09.99)	Priority date (day/month/year) 18 September 1998 (18.09.98)
International Patent Classification (IPC) or national classification and IPC G07F 7/10		
Applicant FRANCE TELECOM		

<p>1. This international preliminary examination report has been prepared by this International Preliminary Examining Authority and is transmitted to the applicant according to Article 36.</p> <p>2. This REPORT consists of a total of <u>4</u> sheets, including this cover sheet.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> This report is also accompanied by ANNEXES, i.e., sheets of the description, claims and/or drawings which have been amended and are the basis for this report and/or sheets containing rectifications made before this Authority (see Rule 70.16 and Section 607 of the Administrative Instructions under the PCT).</p> <p>These annexes consist of a total of <u>2</u> sheets.</p>	
<p>3. This report contains indications relating to the following items:</p> <p>I <input checked="" type="checkbox"/> Basis of the report</p> <p>II <input type="checkbox"/> Priority</p> <p>III <input type="checkbox"/> Non-establishment of opinion with regard to novelty, inventive step and industrial applicability</p> <p>IV <input type="checkbox"/> Lack of unity of invention</p> <p>V <input checked="" type="checkbox"/> Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement</p> <p>VI <input type="checkbox"/> Certain documents cited</p> <p>VII <input type="checkbox"/> Certain defects in the international application</p> <p>VIII <input type="checkbox"/> Certain observations on the international application</p>	

Date of submission of the demand 27 March 2000 (27.03.00)	Date of completion of this report 04 October 2000 (04.10.2000)
Name and mailing address of the IPEA/EP	Authorized officer
Facsimile No.	Telephone No.

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

International application No.

PCT/FR99/02214

I. Basis of the report

1. This report has been drawn on the basis of (Replacement sheets which have been furnished to the receiving Office in response to an invitation under Article 14 are referred to in this report as "originally filed" and are not annexed to the report since they do not contain amendments.):

- ☐ the international application as originally filed.
- ☒ the description, pages 2-11, as originally filed,
pages _____, filed with the demand,
pages 1,1a, filed with the letter of 09 August 2000 (09.08.2000),
pages _____, filed with the letter of _____.
- ☒ the claims, Nos. 1-9, as originally filed,
Nos. _____, as amended under Article 19,
Nos. _____, filed with the demand,
Nos. _____, filed with the letter of _____,
Nos. _____, filed with the letter of _____.
- ☒ the drawings, sheets/fig 1/2,2/2, as originally filed,
sheets/fig _____, filed with the demand,
sheets/fig _____, filed with the letter of _____,
sheets/fig _____, filed with the letter of _____.

2. The amendments have resulted in the cancellation of:

- ☐ the description, pages _____
- ☐ the claims, Nos. _____
- ☐ the drawings, sheets/fig _____

3. ☐ This report has been established as if (some of) the amendments had not been made, since they have been considered to go beyond the disclosure as filed, as indicated in the Supplemental Box (Rule 70.2(c)).

4. Additional observations, if necessary:

V. Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement**1. Statement**

Novelty (N)	Claims	1-9	YES
	Claims		NO
Inventive step (IS)	Claims	1-9	YES
	Claims		NO
Industrial applicability (IA)	Claims	1-9	YES
	Claims		NO

2. Citations and explanations

1. Reference is made to the following document:
D1: EP-A-0 829 830 (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 18
March 1998 (1998-03-18).
2. Document D1 is considered the closest prior art and describes an electronic wallet in which a method for authenticating the cardholder is implemented when the transaction amount or the cumulative amount of transactions carried out is above a given threshold.
3. However, electronic wallets have disadvantages. In particular, they do not ensure the same transaction security as a bankcard.
4. The solution proposed in the present invention is that of allowing small transactions to be carried out with a bank credit card, without implementing the authenticating procedure that is conventionally and systematically used with a bankcard.

The solution proposed in Claims 1, 7 and 9 is not obvious from the teaching of the documents cited in the international search report, in combination with the knowledge of a person skilled in the art.

Therefore, the subject matter of independent Claims 1, 7 and 9 meets the requirements of PCT Article 33(3).

5. The requirement for industrial applicability has also been met (PCT Article 33(4)).
6. The subject matter of dependent Claims 2 to 6 and 8 also appears to meet the requirements of PCT Article 33.